
*La campagne de neutralisation
d'une enquête internationale*

Pour les généraux Belkheir, Nezzar, Médiène ou Lamari, se borner à interdire toute enquête internationale est problématique : cela risque de confirmer qu'ils ont quelque chose à cacher, voire qu'ils sont impliqués dans les tueries. Pour parvenir à jeter le voile sur les massacres sans en avoir l'air, le Service d'action psychologique du DRS, dirigé par le colonel Tahri Zoubir, dit « Hadj », va donc mettre en place une campagne de propagande particulièrement subtile. Premier acte : culpabiliser tous ceux, journalistes, intellectuels, témoins, qui se posent des questions sur les commanditaires des tueries.

Dès la fin du mois de septembre 1997, pour contrecarrer Hocine Aït-Ahmed, qui avait condamné les massacres « qu'ils soient commis par les islamistes ou par les ultras du régime », Saïd Sadi, le très éradicateur leader du RCD, affirme à Alger : « Les intégristes sont les auteurs des massacres qui endeuillent notre peuple. » À Paris, il ajoutera : « Ce qui me gêne, c'est qu'on sème le doute sur les auteurs des crimes alors qu'ils [leurs auteurs, le GIA] les revendiquent. Aucun doute ne doit être entretenu là-dessus, sauf à accepter de se rendre complice de ces crimes¹. » Pour lui, tout journaliste qui « douterait » de la version officielle serait donc un « complice du GIA ».

Saïd Sadi inaugure ainsi un argumentaire qui sera répété ensuite jusqu'à la nausée, comme l'explique dans son livre l'ex-colonel Mohammed Samraoui : « Par l'intermédiaire de ses relais médiatiques, en Algérie et à l'étranger (surtout en France, où il n'en manque pas), [le DRS] fera savoir que ces ONG et les personnalités qui les soutiennent osent, absurdement, poser la question de "Qui tue qui ?" – formule que les défenseurs des droits de l'homme n'ont pourtant jamais utilisée. Une question systématiquement

qualifiée d'« obscène » [...], puisque « tous ces crimes ont été revendiqués par les GIA » – en oubliant bien sûr de vérifier l'existence de ces revendications et, quand elles existaient, leur authenticité. Dans les années qui suivront, et jusqu'à aujourd'hui, tous ceux qui mettront en cause le rôle des forces de sécurité dans les attentats, assassinats et massacres inexplicables se verront accusés d'être des « partisans de la thèse du qui tue qui ? »². »

Dans les semaines qui suivent les grands massacres de l'été 1997, le régime va parvenir à rallier à sa cause plusieurs intellectuels français particulièrement médiatiques, qui vont imprudemment s'engager corps et âme dans la défense des généraux éradicateurs.

Politiques et intellectuels français au secours des généraux

Pourtant, au départ, même le soutien d'intellectuels et de politiques farouchement hostiles aux islamistes, comme Bernard-Henri Lévy ou Jack Lang, n'est pas acquis. Début octobre 1997, alors que l'ensemble des organisations de défense des droits de l'homme s'interroge sur l'implication des forces spéciales de l'armée dans les massacres, BHL écrit très justement dans sa chronique du *Point* : « Pourquoi ne pas dire à cet État-FLN qui est, jusqu'à nouvel ordre, notre seul interlocuteur : "Halte à l'État fou ; halte à la vendetta d'État ; les islamistes, si sanguinaires soient-ils, ont droit à des procès ; ils ont le droit, eux aussi, de n'être ni torturés ni massacrés ; c'est en répondant à la terreur par la contre-terreur qu'on finit de ruiner la démocratie et qu'on fait le lit du fascislisme »³. » Et il affirme avec force l'exigence de « l'envoi d'une commission d'enquête internationale sur le lieu des derniers massacres, [car] ce sera un pas en direction de ces millions d'hommes et de femmes atrocement seuls, désemparés ». Quant à Jack Lang, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, il se montre lui aussi ouvert à ce qu'une commission d'enquête internationale se rende en Algérie.

Dans ce contexte difficile, le président Liamine Zéroual, évidemment solidaire en dernière instance de ses parrains et néanmoins adversaires du « clan Belkheir », s'efforce de prendre la main en ce qui concerne le pilotage de la grande campagne de propagande à destination de l'étranger que s'apprête à lancer le DRS⁴. Dans une « directive » du 13 novembre 1997, le président écrit : « Il convient de corriger l'image qui est véhiculée de l'Algérie à l'étranger, une image souvent fautive car manipulée au gré des intérêts des chappelles politiques intérieures et extérieures. Parce que la promotion d'une image saine de l'Algérie souffre d'un défaut de stratégie [...], de relais complémentaire et d'un encadrement aguerri, l'institution d'une agence de communication extérieure investie de la fonction de produire et de projeter la

véritable image du pays aux plans politique, économique, commercial, culturel et touristique, est une nécessité⁵. »

Ce projet d'agence s'inspire à l'évidence du modèle de l'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE), instrument privilégié de propagande et de désinformation du général Ben Ali, le dictateur aimé des gouvernements français qui dirige la Tunisie depuis 1987⁶. L'homologue algérien de l'ATCE, projet beaucoup trop grossier pour les praticiens chevronnés de la désinformation qui dirigent le DRS depuis 1990, ne verra évidemment jamais le jour, et Zéroual en sera pour ses frais. Mais la campagne de désinformation, elle, sera menée de main de maître par les hommes de Belkheir.

Dès la fin 1997, plusieurs personnalités algériennes (dont l'ancien ministre des Droits de l'homme Ali Haroun) se rendent discrètement à Paris pour faire passer le message du régime à des personnalités politiques ou intellectuelles jugées influentes. Dans la foulée, des dirigeants politiques français comme Claude Cheysson, Yvette Roudy, Francis Wurtz ou Jack Lang se rendent en Algérie. À leur retour, alors que la Suède, l'Italie, la Belgique et même les États-Unis réclament la création d'une commission d'enquête sur les massacres⁷, les éradicateurs français se font au contraire les porte-parole des généraux d'Alger : « Il est clair que ce sont les islamistes, ces fous de Dieu, qui tuent », déclarera par exemple Yvette Roudy⁸. Face à eux, « seule, la contre-violence est possible », ose même déclarer Claude Cheysson, une justification très claire des méthodes terroristes employées par les forces spéciales de l'armée⁹. Jack Lang, pour sa part, renoncera à toute idée de commission d'enquête internationale et relaie désormais la propagande officielle, affirmant contre toute évidence qu'en Algérie la « démocratie » a réussi à « donner la parole et la responsabilité au peuple¹⁰ ».

Mais les deux intellectuels qui vont s'engager de la manière la plus spectaculaire dans la défense des généraux éradicateurs sont les philosophes Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann. Fin décembre 1997 et début janvier 1998, alors que de nouveaux massacres attribués au GIA font plus de mille morts à Rélizane, dans l'ouest du pays¹¹, et que la plupart des médias désirent enquêter sérieusement sur l'affaire se voient interdire l'accès au pays^a, BHL et Glucksmann mènent en Algérie des « reportages » sur la situation.

Écrits avec fougue, les articles de Bernard-Henri Lévy, publiés dans *Le Monde* les 8 et 9 janvier 1998, dédouanent l'armée de ses responsabilités dans les massacres : « J'ai, à Tizi-Ouzou et Oran comme à Alger, rencontré d'autres officiers de terrain. À tous, j'ai posé cette même question de la passivité des

a Comme en témoignent notamment les tracasseries subies à l'époque par les journalistes de *Libération*, du *Monde*, de l'agence CAPA, de Canal Plus...

forces armées. Tous m'ont donné le même type de réponse, l'attribuant, soit à la "culture" de l'ALN, soit à la mobilité "insaisissable" des groupes terroristes, soit, encore, à la difficulté, pour n'importe quelle armée placée dans une situation semblable, d'adapter son "outil" aux contraintes d'une guerre de guérilla qui n'a cessé, de surcroît, de changer de forme et de terrain (terrorisme urbain, attaques des banlieues puis des villages, douars isolés). Et si je devais, au bout du compte, résumer mon propre sentiment, je dirais comme, d'ailleurs, la plupart des intellectuels ou des démocrates algériens que j'ai pu rencontrer [...] : incompetence des militaires, sûrement, indifférence, peut-être ; l'arrière-pensée, dans la tête de certains, que la vie d'un bon soldat ne vaut pas celle d'un paysan qui, hier encore, jouait le FIS, pourquoi pas ; mais un "état-major", ou un "clan", ou même un "service spécial", fomentant les massacres, ou armant les massacreurs, ou déguisant – cela s'est dit ! – leurs hommes en islamistes, voilà une hypothèse à laquelle je ne parviens pas à croire ¹². »

Le 11 janvier, deux jours après la publication du reportage de BHL dans *Le Monde*, l'hypothèse à laquelle il « ne parvient pas à croire » est pourtant confirmée à la presse britannique par deux nouveaux témoignages, ceux de *ninjas* (policiers des unités antiterroristes) qui révèlent dans *The Observer* avoir participé à un massacre organisé par les forces spéciales de l'armée en octobre 1997 : « Nous étions dans un convoi de seize voitures, des Jeeps Nissan et des Peugeot 505, cinq *ninjas* par voiture. Nous avons quitté le centre de police de Châteauneuf (à trois miles à l'ouest de la Casbah dans le centre d'Alger) à environ 1 h 30 du matin ; [...] nous étions armés de kalachnikovs et de Beretta 9 mm. Près des maisons ciblées, nous nous sommes arrêtés et avons attendu les forces spéciales de la Sécurité militaire. Dès leur arrivée, un des nôtres a détruit le système électrique desservant la région, plongeant ainsi vingt ou trente maisons dans le noir complet ¹³. »

« Nos ordres étaient clairs », ajoute « Robert », un autre *ninja* s'étant confié à *The Observer* dans un total anonymat. « Nous devons surveiller le quartier mais ne pas agir à moins que l'on ne nous l'ordonne précisément. La Sécurité militaire vint et en ressortit après un moment, peut-être deux heures, peut-être moins. Après leur départ, nous sommes allés nettoyer les lieux. Il y avait là seize corps, deux familles. J'ai vu de mes propres yeux des hommes morts ainsi que des femmes, des enfants et même un bébé, tous égorgés. Je ne peux vous dire à quoi cela ressemblait ¹⁴... »

« Ce n'est pas l'armée qui tue en Algérie ! »

Dans les jours qui suivent la publication de ces témoignages, l'une des plus célèbres représentantes civiles du « clan éradicateur », Khalida Mes-saoudi, organise en Europe une tournée médiatique destinée à dédouaner le

haut commandement militaire de ses responsabilités dans les tueries. Point d'orgue de cette tournée : un « meeting national unitaire » organisé au palais de la Mutualité à Paris le 21 janvier 1998 sous le titre « Algérie : le silence tue » et une soirée « Théma » d'Arte consacrée le lendemain à la « nuit algérienne ». Pour donner du crédit à l'idée que seuls les islamistes massacrent, Khalida Messaoudi fait venir à la Mutualité, à Paris, deux Algériennes affirmant avoir été enlevées et violées par des groupes islamistes dont l'un était dirigé par Antar Zouabri, un homme alors présenté par Alger comme le « patron du GIA ».

Se présentant couvertes de châles qui cachent leur visage, les deux femmes livrent un témoignage bouleversant sur les horreurs qu'elles affirment avoir subies de la part de leurs ravisseurs. *A priori* crédibles (depuis 1993, les groupes armés qui sévissent dans les maquis ont pris l'habitude d'enlever des femmes, tout comme les forces spéciales de l'armée qui, elles, les ramènent généralement dans leurs casernes pour les violer), leurs témoignages posent néanmoins problème : anonymes, ils ne contiennent aucune information précise qui permettrait de les vérifier. En dépit de ces incertitudes, ils impressionnent fortement le public de la Mutualité, déjà largement acquis aux thèses éradicatrices.

À la tribune, Jack Lang attribue les massacres aux islamistes et déclare : « Il est temps qu'on cesse de renvoyer dos à dos égorgeurs et autorités algériennes¹⁵. » Le lendemain, Daniel Leconte, d'Arte, invite à Strasbourg Khalida Messaoudi et ses deux femmes témoins, toujours masquées, pour participer à une émission spéciale consacrée à l'Algérie. Sur son plateau, le journaliste a également invité Bernard-Henri Lévy, Saïd Sadi (président du RCD), Véronique Taveau (une ancienne journaliste de France 2 qui a réalisé les reportages de l'émission), Denis Jeambar (directeur de la rédaction de *L'Express*), une journaliste d'*El-Watan*, Werner Herzog (un journaliste suisse) et Soheib Bencheikh (mufti de Marseille)... Durant l'émission, la plupart des invités reprennent la version officielle d'Alger sur les massacres. Daniel Leconte, organisateur de la soirée et ami de Saïd Sadi, a manifestement choisi son camp. Quelques jours avant l'émission, il déclarait notamment à *L'Express* : « J'en avais assez des analyses et des commentaires qui compliquent la situation. Je voulais des faits et non des spéculations. Je m'élève contre ces analyses qui consistent à ne pas vouloir nommer le mal – du style "On ne sait pas qui tue" – et surtout à occulter le fait qu'on tue en Algérie au nom de l'islam ou, du moins, d'une certaine idée de l'islam¹⁶. »

L'objectif de la soirée est donc clair : écarter les « analyses et commentaires qui compliquent la situation » et marteler que ce sont bien les islamistes qui tuent. Au cours du débat, Denis Jeambar déclare d'ailleurs avec force : « Ce n'est pas l'armée qui tue en Algérie ! » Et les deux femmes amenées par Khalida Messaoudi réexpliquent ce qu'elles ont déjà raconté à la Mutualité. Mais

d'après l'ex-adjutant Abdelkader Tigha, la venue sur le plateau d'Arte de deux femmes « victimes du GIA » avait été organisée avec l'aide du DRS : « Je me souviens très bien de ces deux femmes, nous a expliqué l'ancien officier du DRS. En fait, elles étaient trois, détenues chez nous, au CTRI de Blida, pour avoir séjourné dans les maquis. Les femmes étaient montées volontairement au maquis, l'une d'elles était même la cousine d'un terroriste. C'est chez nous que Khalida Messaoudi est venue les chercher. Pour que leur témoignage fasse du bruit en France, on les a préparées à parler, à dire qu'elles avaient été violées par une cinquantaine de terroristes. Khalida a pris les deux femmes qui parlaient le mieux, elle est partie à Paris, où elle a eu l'honneur des chaînes françaises. C'était un coup médiatique^a. Quand elles sont revenues, un véhicule du CTRI les attendait à l'aéroport. J'étais là. Après leur passage sur Arte, l'administration leur a donné un logement à chacune pour les récompenser¹⁷. »

Au cours de son émission, Daniel Leconte présente aux téléspectateurs d'Arte *La Nuit des tueurs*, un sujet tourné au mois d'octobre 1997 à Raïs et Bentalha par Véronique Taveau. Réalisé sous escorte militaire et avec l'aide de Mohand Ouandjli, le patron d'AVP (cette société de production privée organisant la plupart des reportages de France 2 en Algérie sous l'étroit contrôle du régime), *La Nuit des tueurs* donne la parole à des habitants qui affirment avoir reconnu dans le groupe d'assaillants des jeunes du village ayant rejoint les maquis quelques années auparavant. À la fin du documentaire, la journaliste en conclut que les islamistes du GIA (assimilé au FIS) sont bien les seuls responsables des massacres de Raïs et Bentalha. D'après elle, le seul tort de l'armée est d'être restée « passive ».

Dans son reportage, Véronique Taveau ne donne la parole à aucun des survivants ayant révélé publiquement dans les semaines précédentes que les tueurs de Raïs étaient arrivés en camion, que des blindés des forces spéciales se trouvaient à Bentalha la nuit du drame ou qu'un hélicoptère militaire d'observation a survolé le secteur à plusieurs reprises au début et à la fin du massacre¹⁸. Après la diffusion de ce sujet, Daniel Leconte s'illustrera en demandant à l'une des femmes voilées, censée avoir été enlevée et violée pendant deux mois et demi par les membres d'un groupe armé si on « peut », si on « doit parler avec les tueurs ». En conclusion de cet étrange débat, BHL s'en prend violemment à tous ceux qui s'interrogent sur les circonstances exactes des massacres, les accusant de faire du « révisionnisme en temps réel ».

Les propos tenus lors du meeting de la Mutualité et de cette soirée susciteront une vive réplique de l'historien Pierre Vidal-Naquet et de l'éditeur

a Contacté à propos de cette affaire, Daniel Leconte n'a pas souhaité réagir à ce témoignage d'Abdelkader Tigha, estimant simplement que « l'histoire avait tranché » en faveur des thèses qu'il défend depuis dix ans.

François Gèze, publiée début février à la Une du *Monde* et dans laquelle ils s'interrogent : « Comment comprendre que des intellectuels célèbres, qui ont su se dresser quand il le fallait contre d'autres barbaries, prennent aussi résolument le parti d'une armée de tortionnaires corrompus qui ont choisi d'asseoir leur pouvoir sur l'usage généralisé du chalumeau et du napalm, à une échelle sans beaucoup de précédents depuis un demi-siècle ? La réponse tient, hélas, en un mot : l'islam. Car dans leur vision, tout est simple : les égorgeurs algériens tuent au nom de l'islam, donc c'est l'islam qui tue¹⁹. » Bernard-Henri Lévy, décidément très engagé, se chargera de leur répondre, les accusant de céder au « syndrome Timisoara »²⁰.

Et la contre-offensive médiatique dont BHL aura été un acteur clef se révélera efficace. Quelques mois à peine après les questionnements de l'opinion internationale sur les atrocités de l'été 1997, la position dominante qui s'exprime sur la question algérienne dans les médias français, tant écrits qu'audiovisuels, est bien celle du soutien au « clan éradicateur » d'Alger.

André Glucksmann : « Maintenant, on sait qui tue »

En témoigne notamment, en mars 1998, la diffusion sur France 3 d'un étonnant « carnet de route » en Algérie d'André Glucksmann, un autre philosophe français de sensibilité tout aussi éradicatrice²¹. Début janvier, il a lui aussi été autorisé à se rendre sur les lieux de certains massacres, un privilège refusé à l'époque à la plupart des organisations de défense des droits de l'homme, à l'ONU, ainsi qu'à de nombreux journalistes. But de Glucksmann : jouer les candides dans le cadre d'un reportage télévisé. Coproduit par AVP, société algérienne très contrôlée par le régime, et par Doc en stock, l'agence de Daniel Leconte, le documentaire auquel il apporte sa caution est réalisé par Malik Aït-Aoudia, un ancien attaché de presse du RCD, parti proche du régime.

Promené pendant quelques jours dans des lieux soigneusement sélectionnés, André Glucksmann est d'abord conduit dans le village de Sidi-Hammed, endeuillé par un terrible massacre dans la nuit du 11 janvier 1998, le lendemain même de l'arrivée à Alger du philosophe. « On a été voir les forces de sécurité, mais ils ne voulaient pas intervenir, lui raconte notamment un habitant. Alors je leur ai demandé un fusil, ils m'ont dit qu'ils ne viendraient pas, qu'ils ne me donneraient pas de fusil, et que ce serait comme cela jusqu'à nouvel ordre... » « Pourquoi n'ont-ils pas envoyé des hélicoptères ? », interroge un autre survivant qui déplore que les autorités aient abandonné son village à une horde de tueurs.

Confronté à ces questions cruciales soulevées par la plupart des survivants des massacres mais jusqu'alors restées sans réponse, le philosophe

français se garde bien de pousser plus loin son enquête en interrogeant les autorités. Il préfère s'enthousiasmer pour un habitant qui lui raconte avoir tué l'un des assaillants. Dans la foulée de sa visite à Sidi-Hammed, Glucksmann est guidé par Khalida Messaoudi, figure emblématique du clan éradicateur (elle sera nommée en 2001 ministre de la Culture et porte-parole du gouvernement), dans un hôpital d'Alger « interdit aux journalistes » qui accueille des victimes des massacres. Étrangement, devant la caméra, Messaoudi tient à interroger un survivant de Sidi-Hammed, qui lui affirme que les tueurs arbo-raient de vraies barbes, autrement dit qu'il s'agissait bien d'islamistes et non de militaires déguisés.

« Depuis le début de ce voyage, explique ensuite la voix off du commentaire, tous les témoignages concordent. Aux commerçants rackettés, aux paysans sympathisants, aux femmes enlevées pour être violées, aux militaires, aux repentis, à tous les survivants croisés, à tous cette même question : "Les terroristes invoquent-ils Dieu ?" Et chaque fois la même réponse, sans ambiguïté : "C'est au nom de Dieu qu'on massacre." »

Avant de se terminer à la Maison de la presse, la visite se poursuit en compagnie de Hamid Lounaouci ^a, qui sert à André Glucksmann d'interprète auprès d'un terroriste repentis, et d'escorte dans le village de Tassaft, « le village de Noureddine [Aït-Hamouda], le village de son père, donc le colonel Amirouche ». Là, dit-il, « tous les jeunes que tu vois ici, c'est tous des patriotes » – c'est-à-dire des miliciens armés par le pouvoir pour « défendre les villages ». À la question de savoir s'il y a des risques de dérapage, un homme armé d'une kalachnikov, lourdement équipé de matériel de transmission et en treillis militaire répond candidement : « Là, je contrôle. On peut demander à n'importe quel citoyen : "Est-ce que vous êtes agressé ou quoi que ce soit par un patriote ?" Je défie qui peut me dire le contraire. Si on a agressé ou entendu une mauvaise parole d'un patriote, ça, c'est du faux, c'est du archi-faux, les patriotes connaissent leurs limites. [...] On a une mission bien donnée. Nous, c'est la lutte contre le terrorisme, la lutte contre les assassins qui sont à l'intérieur des forêts et parfois à l'intérieur des maisons. » Un autre affirmera avec force son refus d'être désarmé et son opposition ferme à toute ingérence internationale dans le conflit algérien. Pour André Glucksmann, cela vaut sondage et résume l'opinion générale des Algériens.

L'ensemble du « carnet de route » du philosophe reporter, qui a manifestement été réalisé en présence d'une envahissante escorte de sécurité – floutée

^a Ancien bras droit de Hocine Aït-Ahmed, Hamid Lounaouci joua un rôle déterminant dans la crise – pilotée de loin par Saïd Sadi, d'après de nombreux témoignages – qui fragilisa le FFS en 1997 (voir *supra*, chapitre 26). Il se rallia aussitôt après au RCD, pour en devenir député, puis ministre dans le gouvernement de Bouteflika, jusqu'aux événements de Kabylie en 2001. Il est en 2004 le porte-parole du RCD.

à l'écran –, semble destiné à convaincre les téléspectateurs français que les « islamistes » sont bien responsables des massacres. Comme si le fait que les victimes aient parfois reconnu des habitants de leur village parmi les tueurs suffisait à dédouaner les autorités de leurs responsabilités. Comme si les « groupes islamiques armés » n'étaient pas infiltrés et manipulés par le DRS.

Le soir de son départ pour Paris, le philosophe français insiste une dernière fois sur les responsables des massacres : « Est-ce que vous pouvez dire que vous avez des arguments pour convaincre l'opinion française ? », lui demande lourdement une voix off. « Les arguments, ce sont les victimes qui les ont, les femmes violées qui disent : "C'est l'émir qui m'a violée" », répond en substance Glucksmann, qui s'adresse ensuite à l'objectif de la caméra, comme s'il voulait fixer les Français dans les yeux : « Il suffit d'écouter les victimes pour ne plus se demander qui tue. Maintenant, on sait qui tue. Il suffit d'interroger ceux qui souffrent et de les écouter un petit peu au lieu de bâtir des romans policiers pour nous tranquilliser, car cela nous fait mal en Europe de penser que des hommes avec la religion puissent arriver à des extrémités pareilles. Alors on dit, ce sont des masques. Mais les simples gens disent : "On les connaît." ²²... »

Et il conclut noblement : « J'ai pas envie que dans cinquante ans, on dise... J'ai toujours eu le souvenir des dames allemandes qui cultivaient leurs roses dans de jolis jardins avec beaucoup d'amour pendant que les fumées des fours crématoires emplissaient l'atmosphère. J'aimerais pas qu'on dise : "Il lisait Platon pendant qu'on coupait des bébés en tranche, il n'a rien dit, il n'a rien fait" ²³. »

Mais en 1943, il n'y avait pas que des dames allemandes qui « cultivaient leurs roses » pendant que « les fumées des fours crématoires emplissaient l'atmosphère ». Il y eut aussi Maurice Rossel, délégué à Berlin d'une institution unanimement respectée, le Comité international de la Croix-Rouge de Genève, qui fut invité par les autorités du Reich à visiter le camp de concentration nazi d'Auschwitz et le ghetto modèle de Theresienstadt. Conditionnés pour l'occasion, surveillés de près par leurs gardiens, les prisonniers n'eurent pas la possibilité de révéler à leur illustre visiteur les terribles conditions qui étaient les leurs. À l'issue de sa visite, le représentant de la Croix-Rouge affirma au monde entier que, dans les camps qu'il venait de visiter, les Juifs étaient bien traités par les nazis ²⁴...

Les deux situations, bien sûr, sont sans commune mesure. Mais c'est André Glucksmann lui-même qui a établi le parallèle. Et force est de reconnaître qu'il s'est de la même façon laissé abuser – par conviction ? Par aveuglement ? – par l'« Algérie Potemkine », où même les pires tueries font l'objet de mises en scène. En acceptant de répéter un argumentaire servant directement la propagande des généraux algériens sans effectuer une enquête approfondie sur les massacres, le philosophe – qui se distinguera plus tard et à meilleur

escient par son engagement opiniâtre contre la « sale guerre » russe en Tchétchénie – contribuera à se discréditer auprès de beaucoup d'Algériens.

Un an plus tôt, Benjamin Stora, historien et spécialiste reconnu de l'Algérie, ne cachait pas son agacement à l'égard des penseurs habitués à surfer d'un sujet à l'autre, en fonction de l'actualité : « Ces intellectuels étaient silencieux et tout d'un coup, lorsqu'il y a 80 000 morts, des gens comme André Glucksmann prétendent expliquer l'Algérie. [...] Leur légitimité est purement médiatique, elle ne s'appuie pas sur la connaissance. Certains intellectuels disent que les islamistes du FIS sont des égorgeurs et qu'il ne faut pas discuter avec eux. Alors faut-il continuer la guerre à outrance et avec qui discuter ? Interdire un parti, est-ce faire disparaître la question de l'intégrisme religieux ? Et si l'on ose ajouter des évidences en rappelant par exemple que l'Algérie est un pays musulman, on vous regarde de travers. [...] Les islamistes ne sont pas des extraterrestres habillés en vert. [...] Les politiques préfèrent écouter les penseurs médiatiques qui ne travaillent sur rien et ont un point de vue sur tout²⁵. »

En février 1998, après avoir défendu publiquement l'armée algérienne, BHL et Glucksmann recevront un hommage empoisonné : celui de Khaled Nezzar, « parrain » des généraux et premier responsable de la terrible répression d'octobre 1988 (voir *supra*, chapitre 5), qui déclare dans le *El-Watan* qu'ils « ont par leur courage fait connaître la vérité », avant d'assurer « ces hommes de courage et de conviction » de « son plus grand respect » et de sa « plus haute considération²⁶ ».

Les désillusions de BHL

Après avoir reçu du fusilleur de la jeunesse algéroise cet hommage appuyé, BHL demande aux autorités algériennes de pouvoir réaliser *La Nuit algérienne*, un documentaire se donnant pour objectif de « suivre la trace » de terroristes du GIA. Au printemps 1998, après avoir reçu des assurances qu'il pourrait enquêter sur place, le philosophe mobilise des techniciens, des coproducteurs comme Canal Plus ou TF1 et obtient des subventions publiques. But de BHL : comprendre « ce qui se passe dans la cervelle d'un terroriste islamiste », les « motifs de ses actes monstrueux²⁷ ».

Au départ, le régime autorise le tournage de cette enquête sur le GIA. Mais en mai 1998, alors que ses équipes s'apprêtent à s'envoler pour Alger, BHL reçoit une notification à en-tête du ministère de la Culture algérien : « J'ai l'honneur de vous informer que l'autorisation de tournage de votre film, *Pour l'Algérie*, vient de vous être retirée. » Par cette simple lettre, le projet vient de tomber à l'eau. Le DRS aurait-il eu peur qu'une équipe de télévision française se mette à enquêter sur le GIA ? Déçu, le philosophe laissera pourtant, un an

--

--

--

--

--

